**Eléments campagne européenne**

1. le premier **objectif du FN**, affiché à plusieurs reprises par Marine Le Pen, **est d’arriver en tête** espérant jouer d’un effet « premier parti de France » qui la porterait jusqu’en 2017.

Consciente que son électorat est parmi les plus abstentionnistes pour ce scrutin, elle devrait chercher à mobiliser non seulement son propre socle, mais également à **récupérer une partie de l’électorat UMP** en déshérence :

* **en mettant en avant quelques sujets liés à l’Europe sur lesquels les deux électorats sont proches**, en particulier l’immigration et la libre-circulation[[1]](#footnote-1) ; à la fois sous un angle strictement européen (politiques européennes - « Europe passoire ») et national (lien immigration / déficits sociaux, chômage, insécurité physique et culturelle).

La capacité d’attrait via les thématiques européennes pourrait toutefois s’épuiser rapidement, et **butera sur la question de la sortie de l’euro**, qui sépare nettement l’électorat UMP de celui du FN.

* **surtout, en « nationalisant » la campagne** pour chercher à jouer sur le rejet du Président[[2]](#footnote-2), angle qui plus que tout autre fait l’unanimité chez les sympathisants UMP et FN.

1. **l’enjeu pour nous** serait dès lors double :

* **mobiliser le cœur de notre électorat, sans nécessairement avoir à élargir cette base** (avec une participation de 40 %, la mobilisation d’un tiers de l’électorat FH du premier tour - 3,5 M de voix - assurerait un score de 20 %) ;
* **limiter la montée du Front national**, sans pour autant accréditer l’idée qu’un FN « premier parti de France » aurait des conséquences sur la capacité du Président ou de la majorité à gouverner.

1. **plusieurs axes** pourraient être développés :

* **européaniser les enjeux** (en affichant une volonté de changer l’Europe pour freiner l’assimilation à l’UE actuelle rejetée), ce qui permet de :

1. **envoyer les signaux attendus par notre électorat sur les thématiques socialistes traditionnelles** : l’Europe sociale (et la lutte contre le dumping - cf. détachement des travailleurs) ; la régulation de la finance (TTF, lutte contre la fraude et l’évasion fiscale) ; la croissance et l’emploi (dont l’emploi des jeunes) ; les investissements d’avenir (et la transition énergétique).
2. **endiguer, auprès de l’opinion plus large, la nationalisation de la campagne**. Il sera probablement difficile d’imposer des thématiques proprement européennes[[3]](#footnote-3), mais nous pourrions **répondre sur un terrain européen aux questions soulevées** et aux principales préoccupations des électeurs UMP et FN (immigration et maîtrise des frontières) ; et mettre en avant **l’efficacité d’une action à cette échelle** face aux solutions nationales de repli (exemple des travailleurs détachés ; contre-exemple suisse).
3. **limiter la perception de « l’UMPS » en rendant visible plusieurs projets** (progressistes / conservateurs) et, pour le parti, en s’appuyant sur un candidat reconnu et sur la perspective d’une « alternance européenne » rejetant la responsabilité de l’inertie sur les conservateurs.
4. **prendre les devants sur la simplification de l’Europe** (thème non encore identifié à un camp ou un autre), en cherchant à récupérer l’ambition d’une Europe plus claire, plus efficace, moins tatillonne, concentrée sur quelques priorités essentielles et directement utiles.

* **jouer sur les leviers identifiés comme des freins au basculement vers le FN**, en particulier :
* **la peur de la sortie de l’euro** : tant par ses évocations (la sortie de l’euro est perçue comme un « accélérateur » de ce déclin, dans un contexte où la crainte d’un décrochage brutal de la France reste forte au sein des catégories populaires - spectre de la Grèce) que par des éléments concrets (prix à la pompe, petits épargnants, activité des PME).
* **la « rediabolisation » du FN** : ce qu’il est réellement derrière la vitrine Marine Le Pen (dérapages de ses cadres et de ses têtes de listes ; liens avec les mouvements radicaux en France - dont la galaxie Soral/Dieudonné - et en Europe) ; l’impact sur l’image de la France à l’étranger ; l’effet de l’extension d’un vote de haine en Europe.
* enfin, les possibles sujets perturbateurs (Roms ; accès aux minima sociaux ; intrusion de l’Europe dans la vie privée - IVG -) devraient être particulièrement surveillés./.*(CM/AA)*

1. 68% des sympathisants UMP souhaitent la remise en cause des accords de Schengen, et 75% des sympathisants FN. [↑](#footnote-ref-1)
2. Marine Le Pen présente ainsi l’élection comme un possible « référendum anti-Hollande » et assure régulièrement qu’elle demandera, si les électeurs placent le FN en tête, la dissolution de l’Assemblée nationale. [↑](#footnote-ref-2)
3. 68 % des Français déclarent qu’ils se détermineront principalement en fonction d’enjeux nationaux (Opinionway). [↑](#footnote-ref-3)